

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1612>

# L'administration reclassifie des milliers de documents

- Renseignement - International -

UNCLASSIFIED

Date de mise en ligne : samedi 25 février 2006

---

Spyworld Actu

---

En décembre dernier, Matthew Aid, chercheur de l'université George-Washington, se rend aux Archives nationales américaines pour réexaminer des documents déclassifiés. A sa grande surprise, il apprend qu'ils ne sont plus accessibles et sont à nouveau secrets. Ils ont été reclassifiés.

Intrigué, M. Aid enquête et découvre que, au cours des cinq dernières années, un programme secret a permis aux services de renseignement américains et au Pentagone de faire disparaître 9 500 documents, dont plus de 8 000 sous la présidence de George Bush, représentant plus de 55 000 pages. Et ce programme, qui n'a jamais été autorisé par le Congrès, doit se poursuivre au moins jusqu'en mars 2007. L'affaire a été révélée simultanément le 21 février par Matthew Aid dans un article publié en ligne et dans le New York Times.

Le plus surprenant est qu'un nombre important de documents à nouveau secrets "sont à mi-chemin entre l'anodin et le banal", souligne M. Aid. Ce nettoyage en cours résulte de l'opposition de la bureaucratie militaire et du renseignement à la décision prise en 1995, par le président Bill Clinton, de rendre publics tous les documents de plus de vingt-cinq ans, à quelques exceptions près, mettant en danger la sécurité nationale. Mais, en 1998, le département de l'énergie, qui a la responsabilité des armes nucléaires, s'est aperçu qu'il avait rendu accessibles par erreur des documents sensibles. Le Congrès a alors voté un amendement l'autorisant à reclassifier certains rapports. Les défenseurs du droit à l'information ne s'y étaient pas opposés.

D'autres agences gouvernementales se sont ensuite engouffrées dans la brèche. En 1999, l'Agence centrale de renseignement (CIA), le département de la défense, l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air et le ministère de la justice sont intervenus auprès du responsable des Archives nationales, affirmant que des milliers de documents avaient été rendus publics par erreur. En 2001, la CIA et d'autres administrations ont même demandé le droit de revoir les documents déclassifiés pas seulement sous l'administration Clinton mais aussi les années précédentes.

Les différentes agences fédérales, soucieuses de reprendre le contrôle de leur passé, ont profité des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et de la guerre contre le terrorisme, pour accélérer leur programme de remise au secret des archives sans même que soit averti le bureau de contrôle de la sécurité de l'information des Archives nationales, comme la loi l'exige.

Le 17 février, Matthew Aid et les responsables de plusieurs organisations d'historiens ont écrit une lettre à William Leonard, le directeur du bureau de contrôle de la sécurité de l'information, pour lui demander d'enquêter afin de savoir quels types de documents ont disparu. Jusqu'à présent, aucun de ceux ayant été identifiés ne contenait des informations relatives à la sécurité du pays. Pour la CIA, la polémique est sans objet. Les documents reclassifiés sont une goutte d'eau dans les 26 millions de pages qu'elle affirme avoir versées aux Archives nationales depuis 1998.

*Post-scriptum :*

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>